

PAR COURRIEL
crc@assnat.qc.ca

Le 12 août 2025

Madame Ann-Philippe Cormier
Secrétaire de la Commission des relations avec les citoyens
Édifice Pamphile-Le May
1035, rue des Parlementaires
3^e étage, Bureau 3.22
Québec (Québec) G1A 1A3

Objet : Dépôt du mémoire pour la Consultation publique 2025
Planification de l'immigration au Québec pour la période 2026-2029

Madame,

L'Université du Québec à Trois-Rivières dépose son mémoire dans le cadre de la Consultation publique 2025 portant sur la « *La planification de l'immigration au Québec pour la période 2026-2029* ».

Ce mémoire présente 12 recommandations. Notre objectif est d'ouvrir le dialogue avec le gouvernement concernant l'importance de la présence des étudiants internationaux, tant pour le développement économique, l'innovation et la recherche, que pour le rayonnement du Québec à l'international. Parmi ces recommandations, figurent notamment :

1. La réouverture du programme PEQ ;
2. L'exclusion des étudiants de 2^e et 3^e cycles des quotas en immigration ;
3. Le financement des services de francisation dans toutes les universités ;
4. L'inclusion des professeurs d'université dans la liste des emplois d'exception, en tenant compte de la compétition internationale et des expertises recherchées ;
5. L'instauration d'un permis unique couvrant l'ensemble de la durée des études, réduisant la charge administrative et les délais.

Nous vous remercions à l'avance de l'attention que vous porterez à notre mémoire et saluons les membres de la Commission pour l'étude et les réflexions constructives qui s'y tiendront afin de faire du Québec une terre d'accueil ouverte et innovante.

Caroline d'Asfoùs
Directrice
Bureau des affaires gouvernementales

S'INVESTIR ENSEMBLE



MÉMOIRE rédigé par le
Bureau des affaires gouvernementales

UQTR



Université du Québec
à Trois-Rivières

Déposé à la Commission des relations avec les citoyens
Assemblée nationale du Québec

AOÛT 2025

UQTR EN BREF

L'UQTR se distingue par sa personnalité bien définie. Accessible et vivante, elle ouvre ses portes à un monde de connaissances et de défis. Sa taille moyenne et son enracinement dans le milieu, de même que son ouverture sur le monde font de l'UQTR, une université où il fait bon étudier.

Elle offre 380 programmes de formation aux trois cycles d'études, dans 27 départements et 3 écoles. Depuis sa création en 1969, plus de 127 000 diplômes ont été remis. En 2024, elle a accueilli 15 726 étudiants, dont 3 435 étudiants internationaux en provenance de 80 pays et regroupe 496 professeurs.

Nous tenons à remercier les personnes suivantes pour leur collaboration :

Christian Blanchette, recteur

Georges-Martin Caron, cadre-conseil, Vice-rectorat aux études et à la formation

Caroline Prud'Homme, cadre-conseil, Vice-rectorat aux études et à la formation

Caroline d'Astous, directrice, Bureau des affaires gouvernementales

Anne-Laurence Jacob, directrice, Bureau du recrutement étudiant

Catherine Lazure, registraire

Patrick Dany Razakamananifidiny, directeur par intérim, Bureau des relations internationales

Alben Cardenas, professeur, Département de génie électrique et génie informatique

Thang Le Dinh, professeur, Département de marketing et systèmes d'information

Marie-Claude Brulé, conseillère en immigration, Services aux étudiants

Charel Traversy, rédactrice, Bureau du recteur

Nathalie Michelin, secrétaire du recteur, Rectorat

Assita Laurence Sylla, secrétaire de direction, Bureau des affaires gouvernementales

SOMMAIRE DES RECOMMANDATIONS

1. Que le gouvernement exclue les étudiants internationaux de 2^e et 3^e cycles du calcul en immigration.
2. Que le gouvernement exclue les étudiants internationaux boursiers avec obligation de retourner dans leur pays des quotas des universités.
3. Que le gouvernement ouvre à nouveau le PEQ, ou un programme similaire, afin que le Québec se dote d'un programme accéléré de traitement des demandes menant à la résidence permanente.
4. Que le gouvernement inclue les professeurs d'université à la liste des emplois d'exception, considérant la compétition à l'international et les expertises recherchées.
5. Que le gouvernement finance les services de francisation dans les universités, par des services intégrés aux formations, afin d'accélérer l'apprentissage du français chez les étudiants internationaux et de soutenir leur intégration.
6. Que le gouvernement soutienne les universités dans leurs actions pour prévenir le détournement de visas d'études et éradiquer les stratagèmes frauduleux.
7. Que le gouvernement arrime sa vision et le mandat des délégations du Québec avec les orientations stratégiques des universités.
8. Que le gouvernement facilite la collaboration avec le milieu entrepreneurial et le marché du travail et les établissements d'enseignement supérieur afin de mieux arrimer la formation avec les besoins de main-d'œuvre.
9. Que le gouvernement facilite l'obtention du CAQ pour les étudiants chercheurs de 2^e et 3^e cycles.
10. Que le gouvernement démontre une volonté de mettre en place un processus accéléré de traitement des demandes du CAQ pour réduire le délai en vue de son obtention.
11. Que le gouvernement accepte de mettre en place un seul permis couvrant l'ensemble de la durée des études, réduisant la charge administrative et les délais.
12. Que le gouvernement accepte de mettre en place un organe de concertation régionale avec les acteurs impliqués en enseignement, en développement économique et services de soutien, pour allouer de la prévisibilité au développement économique régional.

INTRODUCTION

Au printemps 2025, le gouvernement du Québec a annoncé des consultations pour la planification pluriannuelle de l'immigration pour la période 2026-2029. Cette consultation survient également alors que le gouvernement a sanctionné, en décembre 2024, la Loi 74, *Loi visant principalement à améliorer l'encadrement relatif aux étudiants étrangers*.

À titre d'acteur majeur dans le secteur de l'enseignement supérieur dans les régions de la Mauricie, du Centre-du-Québec ainsi que dans Lanaudière, l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR) tient à exprimer ses préoccupations et recommandations concernant l'importance de maintenir un taux acceptable d'étudiants internationaux dans les établissements d'enseignement reconnus.

Depuis quelques années, l'UQTR a mis en place des outils et stratégies pour mieux accueillir et encadrer la population étudiante internationale. Des mécanismes de recrutement plus rigoureux ont été déployés pour permettre une sélection adaptée aux besoins du marché et du même coup, réduire les risques de fraudes à l'inscription.

Dans les régions où l'UQTR est présente, les personnes étudiantes internationales (PÉI) sont appréciées à travers leur implication sociale et communautaire, ainsi que par leur apport au développement économique. Dans le même sens, celles-ci jouent un rôle clé en innovation et en recherche.

Dans le cadre de ce mémoire, l'UQTR veut mettre en relief l'importance des PÉI dans le développement régional, dans l'essor de la recherche et l'innovation au Québec, ainsi que dans le positionnement du Québec comme leader à l'international.

Les recommandations proposées ont pour objectifs d'ouvrir le dialogue avec le gouvernement afin de travailler tous ensemble pour le rayonnement du Québec.

IMPORTANCE DES PERSONNES ÉTUDIANTES DE L'INTERNATIONAL DANS LE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

Pour l'UQTR et la région de la Mauricie, les PÉI constituent une richesse inestimable, tant sur le plan académique que socioéconomique. Au cours des dernières années, le nombre de PÉI a connu une croissance notable, particulièrement aux cycles supérieurs. Cette tendance témoigne non seulement de l'attractivité de l'UQTR, mais aussi de la qualité des programmes offerts et du lien étroit avec les besoins du marché du travail.

D'ailleurs, les données des inscriptions aux 2^e et 3^e cycles démontrent que près de 42 % d'entre elles sont inscrites en recherche. Bon nombre de ces étudiantes et étudiants participent aux travaux menés dans les laboratoires de recherche et contribuent à l'avancement de la science et l'innovation du Québec.

Pénurie de main-d'œuvre

En Mauricie, 162 professions ont été évaluées en déficit ou en léger déficit de main-d'œuvre, selon les prévisions établies pour 2024-2028.¹ Ces besoins touchent des domaines variés — génie, informatique, finances, éducation, santé — qui correspondent directement aux formations offertes par notre université. Ces secteurs clés, qui attirent un nombre croissant de PÉI, représentent de véritables perspectives d'emploi et d'enracinement dans la région.

Dans un contexte de vieillissement marqué de la population — la Mauricie est la région où cette tendance est la plus prononcée, avec 27 % de la population âgée de 65 ans et plus, 24 % au Centre-du-Québec et 20 % dans Lanaudière² — la présence des personnes étudiantes internationales constitue une solution concrète aux défis liés à la rareté de la main-d'œuvre et contribue à contrebalancer la baisse naturelle de la population active. Les PÉI participent directement à la vitalité des régions alors que la population née au Québec diminue chez les 25–54 ans.³ Les campus régionaux de l'UQTR jouent un rôle clé en favorisant l'accueil, l'intégration et la rétention des talents internationaux dans des régions où les besoins sont criants.

Le Devoir aborde la scolarisation des immigrants dans son article du 25 juillet dernier intitulé *Le Québec fait le plein de cerveaux grâce à l'immigration*. « Selon les données du dernier recensement canadien, tenu en 2021, 44 % des immigrants présents au Québec détenaient un diplôme universitaire, contre 25 % des non-immigrants. Chez les résidents non permanents, cette proportion grimpe à 58,6 %. »⁴, peut-on lire. Il est mentionné que plus de la moitié des immigrants admis au Canada depuis 2001 détiennent un diplôme universitaire et que l'immigration contribue au maintien, voire à l'accroissement du niveau de scolarité de la population, selon l'autrice du rapport de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ).

¹ Ministère de l'Emploi et Solidarité sociale, *Perspectives d'emploi 2024-2028 — Mauricie*

² Statistiques Canada, Recensement de la population 2021

³ Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, *Bulletin annuel du marché du travail au Québec, 2024*

⁴ Article *Le Devoir*, *Le Québec fait le plein de cerveaux grâce à l'immigration*, 25 juillet 2025

Travailleurs hautement qualifiés

De plus, la capacité des régions à se développer repose de plus en plus sur l'accès à une main-d'œuvre hautement qualifiée. Selon l'Institut de la statistique du Québec, le nombre d'emplois occupés par des personnes titulaires d'un diplôme universitaire a augmenté de 6,2 %, bien au-dessus de la croissance globale de l'emploi (+1 %).⁵ Dans ce contexte, les personnes étudiantes internationales contribuent directement à former une relève qualifiée, dont les régions ont besoin pour répondre aux enjeux économiques à moyen et long terme. Sans compter l'effet multiplicateur des PÉI, leurs dépenses annuelles en 2022 au pays ont contribué directement et indirectement à la perception de recettes fiscales de 7,4 G\$.⁶

RECOMMANDATION

Que le gouvernement facilite la collaboration entre le milieu entrepreneurial et les établissements d'enseignement supérieur afin de mieux arrimer la formation avec les besoins de main-d'œuvre à l'échelle régionale et nationale.

Des initiatives pour favoriser la rétention

L'UQTR participe aux efforts visant à favoriser la rétention des PÉI sur le territoire de la Mauricie et de ses campus régionaux à travers plusieurs partenariats. Des outils ont été développés pour rendre accessible et valoriser l'offre régionale, notamment par Innovation et Développement économique Trois-Rivières (IDÉ-TR).

La plateforme *Vivre Trois-Rivières* offre des renseignements en matière d'emplois, de logements, de services et de qualité de vie. On y retrouve des répertoires d'employeurs et de postes disponibles, des ressources d'aide et des témoignages. La plateforme permet de positionner Trois-Rivières comme une destination de vie et non uniquement comme un lieu d'études transitoire. Ce maillage économique favorise l'insertion professionnelle.

De son côté, la Table régionale de l'éducation de la Mauricie (TREM) a développé deux projets phares à la suite d'une concertation pour encourager l'intégration des PÉI en Mauricie.⁷ La première initiative est un recueil⁸ qui vise à faire connaître les actions existantes dans le but de faciliter leur transition, de favoriser leur réussite et d'inciter cette population à s'établir en région. De plus, la trousse *Bienvenue Ici (tte)* renforce l'apprentissage du français et favorise les échanges à travers des activités interculturelles.⁹

⁵ Institut de la statistique du Québec, *Bilan du marché du travail au Québec en 2024*, avril 2025

⁶ Gouvernement du Canada, *Impacts économiques de l'éducation internationale au Canada*, 2022

⁷ Hebdo St-Maurice, Article *Intégration des étudiants internationaux : la TREM dévoile ses initiatives*, 15 mars 2025

⁸ <https://trem.ca/projets/recension-initiatives-outils-ei/>

⁹ trem.ca/bienvenue-icitte/

Au Centre-du-Québec, Drummond économique a lancé *Étudier au cœur du Québec*. Il s'agit d'un accompagnement gratuit pour les étudiants internationaux et comprend des informations sur les bourses, les employeurs, les activités de réseautage et les opportunités régionales.¹⁰ Ces initiatives régionales démontrent l'importance accordée aux étudiants internationaux, tant pour leur contribution à la vitalité économique que pour leur rôle dans le dynamisme des régions.

Exemple de succès

Au fil des années, l'UQTR a été témoin de plusieurs parcours qui illustrent avec force le succès de l'intégration et de la rétention des PÉI, notamment en Mauricie. C'est le cas de Zainab Fakih qui est originaire du Liban. Elle a rejoint son mari qui a trouvé un emploi à l'UQTR et a entamé un second baccalauréat en biologie médicale afin que sa formation soit reconnue au Québec.

Aujourd'hui maman de cinq enfants, non seulement Zainab Fakih vit dans la région, mais elle a poursuivi ses études jusqu'au doctorat. Son expertise en biologie moléculaire et ses résultats prometteurs ont été publiés dans des revues scientifiques.¹¹

RECOMMANDATIONS

Que le gouvernement exclue les étudiants internationaux de 2^e et 3^e cycles du calcul en immigration.

Que le gouvernement ouvre à nouveau le PEQ, ou un programme similaire, afin que le Québec se dote d'un programme accéléré de traitement des demandes menant à la résidence permanente.

DES ACTIONS POUR PRÉVENIR ET AMÉLIORER LE RECRUTEMENT

Quelques données

L'augmentation de la part des PÉI depuis les trente dernières années est passée de 2 % en 1993, 7 % en 2013 et à 17,8 % en 2023¹². Dans le même sens, entre 2018 et 2023, plusieurs universités ont enregistré une hausse importante des demandes d'inscriptions des personnes étudiantes internationales et l'UQTR ne fait pas exception.

Selon les données de l'Institut de la statistique du Québec, croisées avec celles du ministère de l'Éducation, les PÉI accueillies au sein des 19 établissements universitaires

¹⁰ <https://www.drummondeconomique.ca/etudier>

¹¹ Article NÉO *Un épisode spécial consacré aux nouveaux diplômés*, 05 juin 2024 — <https://neo.uqtr.ca/2024/06/05/un-episode-special-consacre-aux-nouveaux-diplomes/>

¹² L'Actualité, février 2025 — « Les demandes d'admission d'étudiants internationaux dans les universités s'affaissent » — <https://lactualite.com/actualites/les-demandes-dadmission-detudiants-internationaux-dans-les-universites-saffaissent/>

québécois représentent en moyenne l'équivalent de 18,4 % de leur population étudiante universitaire totale, soit peu plus de 306 000 personnes.

Dans le réseau des Universités du Québec (UQ), la proportion de PÉI est passée d'environ 11 %, en 2019, à 18 % en 2024. Aussi, près de 60 % des PÉI de l'UQ sont inscrites aux cycles supérieurs.

Or, à l'hiver 2025, selon les définitions et calculs de l'UQTR, les personnes étudiantes internationales représentaient plus de 20 % de la population étudiante.

RECOMMANDATIONS

Que le gouvernement démontre une volonté de mettre en place un processus accéléré de traitement des demandes du CAQ pour réduire le délai en vue de son obtention.

Que le gouvernement démontre une volonté de simplifier la demande de renouvellement du CAQ et maintenir un délai de 20 jours.

Que le gouvernement accepte de mettre en place un seul permis couvrant l'ensemble de la durée des études, réduisant la charge administrative et les délais.

La langue française à l'honneur

En ce qui concerne la répartition des nouvelles inscriptions selon la langue maternelle, c'est au premier cycle que se trouve la plus grande proportion de personnes étudiantes ayant le français comme langue maternelle, soit 88 %, alors que cette proportion se situe à 80 % au deuxième et 70 % au troisième cycle.

En revanche, c'est au troisième cycle que se trouve la plus grande proportion de personnes étudiantes ayant une autre langue que le français et l'anglais comme langue maternelle, soit 28 %. Ce taux diminue à 19 % au deuxième cycle et à 11 % au premier cycle. Ce constat s'explique en partie par la plus grande part de PÉI aux cycles supérieurs (IRPÉ, 2024).

Par ailleurs, les PÉI du réseau des Universités du Québec se distinguent à l'échelle québécoise par leur niveau de maîtrise de la langue française, avec une proportion de 93 %.

La population étudiante internationale de l'UQTR est originaire, selon les données de l'hiver 2025, de plus de 80 pays, mais provient principalement du Sénégal, du Cameroun, de la Côte d'Ivoire, du Maroc, de la France, de la République démocratique du Congo, du Burkina Faso, de la Tunisie, de l'Algérie et d'Haïti.

Fait intéressant, plus de la moitié des étudiants internationaux sont âgés de 20 à 29 ans et étudient dans les domaines des sciences de l'administration, du génie, des sciences appliquées et des lettres.

À noter que l'UQTR possède, depuis 50 ans maintenant, une École internationale de français. Cette école reçoit annuellement des milliers d'étudiants des quatre coins du monde, venus pour apprendre la langue française.

RECOMMANDATION

Que le gouvernement finance les services de francisation dans les universités, par des services intégrés aux formations, afin d'accélérer l'apprentissage du français chez les étudiants internationaux et de soutenir leur intégration.

Des stratégies et des outils pour le recrutement, ensemble contre la fraude

Les universités ne sont pas à l'abri de réseaux frauduleux d'immigration. Pour les contrer, l'UQTR a déployé des outils pour anticiper, prévenir et réduire ces risques. En matière de données, le traitement des demandes d'admission en provenance de l'international est passé de 13 218 en 2013, à 26 878 en 2018, avant d'atteindre un sommet de 99 258 en 2023, soit une augmentation de 651 % en 10 ans pour les universités québécoises.

En guise d'exemple, pour prévenir les fraudes à l'inscription, l'UQTR a observé, en 2021, une hausse spontanée des inscriptions des étudiants internationaux, soit 19 950 demandes, dont 8 223 en provenance de l'Algérie. Pour l'UQTR, il était clair qu'un stratagème frauduleux pouvait expliquer ces données. L'évidence venait entre autres du fait que plusieurs centaines de dossiers de candidatures indiquaient quelques adresses courriel.

Dès lors, l'UQTR a acheminé une correspondance au ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté du Canada (IRCC), l'honorable Sean Fraser, pour l'informer des risques de fraudes. Les instances de l'Université ont aussi décidé d'imposer, dès l'hiver 2022, des frais modérateurs remboursables de 3 000 \$ par étudiant en provenance de l'Algérie. L'application de ces frais fut élargie à d'autres pays où la présence des agences non reconnues et opérant de manière similaire était connue.

L'UQTR a agi de manière proactive dès les premières indications d'une situation frauduleuse et maintient une vigilance proactive.

Mesures pour accompagner et promouvoir le succès

Sur le plan canadien, on peut tout de même noter qu'en 2023, la moitié des PÉI a affirmé avoir connu des difficultés à s'adapter à l'environnement d'apprentissage (48 %) et à réaliser des travaux écrits (52 %) dans les établissements canadiens, après avoir commencé leur programme d'études.

Sommaire des actions

- À l'automne 2021, l'UQTR informe le ministre de l'IRCC, par une communication écrite évoquant la possibilité de présence de stratagèmes frauduleux, notamment en provenance de l'Algérie. S'en est suivie une collaboration active avec le ministère de l'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) afin de mieux repérer les demandes d'admission malveillantes.
- L'UQTR identifie les candidatures frauduleuses.
- La collaboration avec IRCC s'est traduite par des actions ciblées, notamment par le fait de recevoir une liste de détenteurs de visa d'études, que l'Université valide en

confirmant l'inscription de ces personnes au sein de son établissement. Cette collaboration se poursuit à ce jour.

- En 2022, l'UQTR a imposé des frais modérateurs de 3 000 \$ pour le traitement des demandes d'admission provenant de 5 pays.
- En 2023, l'Université a modifié ces frais modérateurs, lesquels sont passés à 1000 \$ partiellement remboursables pour tous les pays, sauf la France et la Belgique (puisque ces nations possèdent une entente avec le fédéral).

Grâce à ses efforts, l'UQTR ne figure plus, en 2024-2025¹³, parmi les 10 établissements les plus sollicités pour les demandes de statuts de réfugiés.

Enjeu d'arrimage entre les gouvernements

Malgré les actions et les outils mis en place par l'UQTR pour prévenir et diminuer la présence de stratagèmes frauduleux, il reste des lacunes de communication entre les paliers de gouvernement. Par exemple, comme nos moyens restent limités, l'UQTR valide les listes transmises par les autorités fédérales, mais n'a pas de regard sur l'entrée réelle des individus au pays. Ainsi, ce n'est qu'après leur arrivée sur le campus que l'Université est informée de la présence des PÉI, et ce, par l'entremise de ses propres services. Aucune information ne nous parvient à propos de ceux qui ne viennent pas sur nos campus, en dépit de l'admission et de l'obtention d'un permis d'étude délivré par le gouvernement canadien. Le gouvernement canadien a la responsabilité et les moyens d'aider les universités à identifier les personnes qui sont à risque de détourner le processus d'admission. L'UQTR a déjà démontré sa volonté de collaborer pour améliorer le système en place. Elle est avide de faire davantage.

En résumé, les universités ne sont pas en mesure de vérifier, parmi les candidats à qui des offres de formations ont été transmises, si le gouvernement fédéral leur a :

- Alloué un visa d'étude pour venir à l'Université après acceptation, ou encore ;
- Si les PÉI détenteurs de visa d'étude sont venus au Canada ;
- Si les PÉI ont décidé de suspendre leurs projets d'étude ;
- Si les PÉI sont entrés au Canada sans venir à l'Université
- Si les PÉI sont entrés au pays pour faire une demande de statut de réfugié.

RECOMMANDATION

Que le gouvernement soutienne les universités dans leurs actions pour prévenir les détournements des visas d'études et réduire les stratagèmes frauduleux.

¹³ Radio-Canada, juin 2025 « 2 350 étudiants étrangers ont demandé l'asile au Québec depuis le début de 2025 » <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2169379/etudiant-etranger-demandeur-asile-refugie-ugac>

Le plan du MEIE

Dans sa Stratégie québécoise de recherche et d'investissement en innovation 2022-2027 (SQRI²), le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie (MEIE) vise à créer une richesse collective et à réduire de moitié l'écart de la productivité du travail avec l'Ontario dans le secteur privé. Cette stratégie repose sur une reconnaissance des défis liés à la main-d'œuvre : « *Le bassin de la main-d'œuvre actuelle est insuffisant pour pourvoir les 1,4 million de postes qui seront à pourvoir au Québec d'ici 2028. En 2030, la part des emplois hautement qualifiés atteindra près de 50 % de tous les emplois. L'attraction de talents est un enjeu majeur pour alimenter le bassin d'employés des jeunes entreprises innovantes et des secteurs stratégiques au Québec, particulièrement dans certaines régions.* »¹⁴

Dans son Plan stratégique 2023-2027, le MEIE identifie 14 mandats prioritaires, dont :

- la promotion de la recherche, de la science, de l'innovation et de la technologie afin de contribuer au développement ainsi qu'au soutien d'une culture scientifique et de l'innovation auprès des entreprises ;
- le soutien aux milieux de l'éducation et aux organismes de recherche contribuant à la mise en place de conditions favorables à la recherche, au transfert de connaissances et à la commercialisation des résultats de cette recherche.¹⁵

Le rapport réitère que « *Le Québec doit mettre l'accent sur sa force innovante, sa pépinière de talents et les idées qui en émergent. En misant sur la recherche et l'innovation, il renforce sa place dans le monde en tant que société du savoir, crée de la richesse et engendre des emplois à haute valeur ajoutée.* »¹⁶

Les orientations sont claires : accroître la productivité des entreprises et des organisations par la recherche scientifique, le développement expérimental et l'innovation, de même que contribuer au développement d'une main-d'œuvre hautement qualifiée. Le plan du MEIE vise à créer des conditions gagnantes pour que l'innovation soit un vecteur de développement à l'échelle provinciale et régionale.

Le bassin de PÉI, et plus largement les talents qualifiés, constitue un atout stratégique pour répondre aux besoins croissants en main-d'œuvre spécialisée, stimuler les milieux d'innovation et maintenir la position concurrentielle du Québec sur la scène nationale et internationale. Leur contribution confirme leur importance dans l'atteinte des objectifs de la SQRI² et du Plan stratégique 2023-2027, ainsi que dans la consolidation de l'élan d'innovation présentement en cours.

¹⁴ Inventer Développer Commercialiser SQRI², Stratégie québécoise de recherche et d'investissement en innovation 2022-2027, p.56

¹⁵ Plan Stratégie 2023-2027, ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, p.1.

¹⁶ Plan Stratégie 2023-2027, ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, p.6

RECOMMANDATIONS

Que le gouvernement accepte de mettre en place un organe de concertation régionale avec les acteurs impliqués en enseignement, développement économique et services de soutien pour allouer de la prévisibilité au développement économique régional.

Que le gouvernement exclue les étudiants internationaux boursiers avec obligation de retourner dans leur pays des quotas des universités.

L'UQTR : chef de file en innovation

Par ailleurs, l'UQTR se démarque comme un pôle d'excellence en innovation et recherche, tant au Québec qu'à l'échelle canadienne et internationale. L'Institut de recherche sur l'hydrogène (IRH) est un bon exemple. Véritable référence dans le domaine de la transition énergétique, l'IRH offre un environnement scientifique unique et accueille de jeunes chercheurs et stagiaires postdoctoraux provenant des quatre coins du monde.

L'UQTR est également au cœur de la nouvelle zone d'innovation du Québec, grâce à l'expertise de ses chercheurs et à ses installations. L'Université prend part à deux nouvelles cellules intégrées de recherche, d'innovation et de formation (CIRIF) en lien avec la Vallée de la transition énergétique.¹⁷ Portée par l'UQTR, la plateforme CMQ-INNOFIBRE-UQTR sur l'hydrogène et la décarbonation est en partenariat avec le Cégep de Trois-Rivières, les centres collégiaux de transfert de technologies (CCTT), le Centre de métallurgie du Québec et INNOFIBRE.

La seconde plateforme porte sur l'électrification des transports et le développement de composants, portée conjointement par l'INRS et l'UQTR, en partenariat avec le Cégep de Shawinigan, le CNETE, le Cégep de Trois-Rivières, le Cégep de Saint-Jérôme et son Institut du véhicule innovant.

Le Centre national intégré du manufacturier intelligent (CNIMI), au campus de l'UQTR à Drummondville, retient aussi l'attention par son rôle important et son impact sur la modernisation du secteur manufacturier.

À l'automne 2026, le Pavillon Pellerin-Marmen ouvrira ses portes. Il s'agit d'un laboratoire de pointe en recherche situé au centre-ville de Trois-Rivières et axé sur les technologies vertes et durables. Ce pavillon réunira sous un même toit les expertises en génie et en biologie de l'UQTR.

¹⁷ Article NÉO, *Deux nouvelles cellules intégrées de recherche, d'innovation et de formation*, décembre 2024.

RECOMMANDATION

Que le gouvernement facilite l'obtention de CAQ pour les chercheurs et les étudiants de 2^e et 3 cycles.

Accompagner la croissance des PME

Les orientations du MEIE s'arriment étroitement à l'expertise de l'UQTR en matière d'analyse et d'accompagnement des petites et moyennes entreprises à travers les travaux de son Institut de recherche sur les PME (INRPME). L'INRPME contribue à la transformation des pratiques d'affaires et à l'innovation, en plus d'être reconnue partout dans le monde.

De son côté, le Carrefour d'entrepreneuriat et d'innovation (CEI) offre accompagnement et soutien aux chercheurs, étudiants et professionnels de l'Université qui souhaitent transformer leurs idées scientifiques en projets entrepreneuriaux.

Partenariats stratégiques

Depuis une dizaine d'années, l'UQTR a consolidé sa présence sur la scène internationale en tissant des partenariats stratégiques avec des établissements supérieurs et des centres de recherche. Ce réseau de collaborations internationales renforce l'influence de l'UQTR et ouvre de nouvelles perspectives en matière d'innovation, de formation et diplomation.

En 2024, grâce à son expertise en énergies renouvelables, l'UQTR est devenue le premier membre transatlantique de l'Alliance européenne pour la recherche énergétique (EERA).¹⁸ Ce partenariat offre de nombreuses occasions d'échanges de savoir dans le cadre des appels à propositions d'Horizon Europe. Celui-ci est soutenu par la Délégation générale du Québec à Bruxelles et illustre l'engagement du Québec à diversifier ses partenariats stratégiques, tout en promouvant une transition énergétique. L'UQTR, dans ses missions stratégiques à l'international, collabore avec les représentants du Québec dans les pays visités. Le cas de la mission en Belgique en est un exemple¹⁹.

Des boursiers internationaux formés ici

En 2024-2025, l'UQTR compte 114 boursières et boursiers financés en provenance de 30 pays. Grâce au travail soutenu de l'équipe du Bureau des relations internationales, notre établissement s'est taillé une place de choix parmi les universités qui ont obtenu le plus de récipiendaires à travers les concours externes au Québec et au Canada, tels que le PBEEE (Programme de bourses d'excellence pour étudiants étrangers), Mitacs BRG (Bourse de recherche Globalink), Mitacs SRG (Stage de recherche Globalink), PFLA (Programme des futurs leaders dans les Amériques), ANASE (Programme d'échanges

¹⁸ Articles NÉO, L'UQTR, premier membre transatlantique de l'Alliance européenne, juillet 2024.

¹⁹ Post de Délégation générale du Québec à Bruxelles (DGQB) : https://fr.linkedin.com/posts/quebec-bruxelles_horizoneurope-uqtr-recherche-activity-7303781106028298240-jo12

éducationnels pour le développement Canada et Association des nations de l'Asie du Sud-Est), BEC (Bourses d'études au Canada), BCDI (Bourses canadiennes de développement international).

Par ailleurs, la popularité croissante d'initiatives institutionnelles, comme les bourses *Universalis causa* et les occasions offertes par le Programme d'aide à l'internationalisation de la recherche (PAIR), ne fait qu'améliorer la performance de l'UQTR en matière d'attraction de talents internationaux.

Il est important de mentionner que le passage des étudiants internationaux ne se limite pas à l'acquisition de compétences. Il s'accompagne aussi d'un attachement profond envers la communauté universitaire et la culture québécoise. Ces diplômés deviennent des ambassadeurs du Québec et du Canada à l'étranger, peu importe s'ils choisissent de poursuivre leur parcours professionnel en sol québécois ou de retourner dans leur pays d'origine.

RECOMMANDATION

Que le gouvernement arrime sa vision et mandat des délégations du Québec avec les orientations stratégiques des universités.

Recrutement des professeurs

L'imposition de quotas et la réduction de l'immigration entraîneront des impacts sur l'attractivité des établissements d'enseignement supérieur, tant pour les professeurs que pour les étudiants internationaux.

Pour l'UQTR, depuis l'année 2019-2020, sept professeurs provenant de l'international (France, Belgique, Suisse et Algérie) ont été embauchés. Ceux-ci ont été recrutés pour pourvoir des postes de hautes valeurs stratégiques, aidant à placer le Québec sur la scène internationale en recherche.

Le recrutement de professeurs et chercheurs étrangers est essentiel au développement académique et scientifique des universités québécoises. Ceux-ci apportent une expertise pointue et complémentaire, en plus de favoriser une ouverture internationale essentielle au rayonnement du Québec, entre autres pour les cycles supérieurs et au postdoctorat. Leur présence est un facteur d'attractivité majeur pour les étudiants internationaux qui contribuent largement à la performance des unités de recherche.

En freinant les universités dans leur recrutement, on risque de créer un effet domino : appauvrir l'offre académique, diminuer la compétitivité entre les établissements et diminuer l'intérêt des étudiants internationaux à choisir le Québec comme destination d'études. L'UQTR a besoin de conditions favorables pour attirer, intégrer et retenir les talents, que ce soit des professeurs ou des étudiants.

RECOMMANDATION

Que le gouvernement inclue les professeurs d'université à la liste des emplois d'exception, considérant la compétition à l'international et les expertises recherchées.

FAIRE RAYONNER LE QUÉBEC À L'INTERNATIONAL

Le monde et les relations avec les États d'aujourd'hui, à bien des égards, sont différents de celui de 2017. La pandémie de la COVID-19, l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le conflit au Moyen-Orient, l'élection de 2024 d'un nouvel occupant à la Maison Blanche ont marqué des tournants dans la façon de concevoir les relations diplomatiques et économiques. Nous ajoutons l'évolution rapide de l'Intelligence artificielle et les défis climatiques qui viennent occuper une place prépondérante à l'échelle mondiale.

Le Québec doit jouer un rôle sur la scène internationale pour faire prospérer son économie, mais aussi pour démontrer son leadership dans certains secteurs comme la filière batterie, les technologies, les sciences appliquées, etc. En 2023, le gouvernement du Québec, par l'entremise du ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF), et de son Plan stratégique 2023-2027, affirmait les objectifs qui sont : *« l'importance de véhiculer une image positive, affirmée et dynamique du Québec auprès des publics et des décideurs étrangers²⁰ »*.

Dans son Plan d'action 2023-2027, le MRIF mentionnait son désir, via l'objectif 2.1 de *« contribuer à la mise en place d'actions structurantes à l'étranger visant à positionner le Québec comme destination de choix pour les travailleurs et les étudiants francophones et francotropes²¹ »*.

L'internationalisation des universités

Les universités québécoises sont des ambassadrices importantes pour le Québec à l'international. À travers différentes actions, les professeurs et chercheurs tissent des liens et entreprennent diverses collaborations avec des universités des quatre coins du Monde. L'UQTR ne fait pas exception. Par l'entremise de son Bureau des relations internationales, elle possède 212 accords actifs de coopération internationale, dont 103 nouvelles ententes signées au cours des dernières années, en plus d'avoir 158 institutions partenaires dans 42 pays.

L'UQTR fait également bonne figure à l'international pour son expertise en développement d'énergies renouvelables et en hydrogène. Les chercheurs et experts s'illustrent dans différents panels et colloques et apportent une voix à l'international pour le Québec et le

²⁰ Plan stratégique, ministère des Relations internationales et de la francophonie, 2023 - 2027

²¹ Plan d'action 2023-2024, MRIF, objectifs 2,1.

Canada. En guise d'exemple, l'Université a signé 38²² nouveaux projets internationaux de recherche et de transfert d'expertise ces dernières années.

Intégrer la mobilité internationale dans les parcours

Le Programme d'internationalisation des activités académiques (PI2A) de l'UQTR vise à enrichir la formation offerte à la communauté étudiante. Créé en 2020, ce programme permet de développer des projets qui intègrent la mobilité internationale dans les parcours universitaires. Les projets sont portés par des professeurs ou directions de programme et misent sur des collaborations internationales et des partenaires stratégiques.

RECOMMANDATION

Que le gouvernement arrime sa vision et les mandats des délégations du Québec avec les enjeux stratégiques des universités.

²² Rapport annuel : Bureau des relations internationales UQTR. https://oraprdnt.uqtr.quebec.ca/portail/gscw031?owa_no_site=7822&owa_no_fiche=34&owa_bottin=

CONCLUSION

Quand une personne étudiante internationale fait le choix de venir étudier au Québec pour son cursus scolaire, sa présence et son parcours ont des impacts significatifs pour la communauté locale et régionale d'accueil. En effet, il est démontré que celle-ci contribue au développement économique de la région. Elle est également bercée et imprégnée par la culture d'accueil et devient ainsi une candidate de choix pour la résidence permanente grâce à son adaptation culturelle et aussi par l'apprentissage de la langue française. De plus, si celle-ci retourne dans son pays d'origine, elle devient une ambassadrice et une actrice de choix pour nos relations internationales et le visage du Québec à l'étranger.

Les étudiants internationaux enrichissent les secteurs clés en innovation et en recherche dans l'ensemble des domaines. Le Québec, à lui seul, n'est pas en mesure de former et de spécialiser des étudiants pour combler l'ensemble des champs de recherche universitaire. De plus, la compétition mondiale pousse le Québec à miser sur ses expertises pour se démarquer à l'échelle internationale. Les universités sont bien positionnées pour répondre à ce besoin, grâce à la diversité de leurs expertises en recherche et en innovation.

Dans ce contexte, l'UQTR souhaite travailler avec le gouvernement pour trouver des solutions innovantes et réduire les appréhensions entourant ces étudiants. Le Québec a toujours été vu et apprécié pour être une terre d'accueil pour toutes et tous. Il s'agit de travailler tous ensemble pour redorer l'image du Québec et prendre des actions pour se positionner comme un leader sur la scène internationale en innovation et en recherche.



UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES

3351, boulevard des Forges
Trois-Rivières (Québec) G8Z 4M3
affaires.gouv@UQTR.CA